

<https://pierre-alainmillet.fr/Il-y-a-urgence-pour-l-emploi-dans-la-vallee-de-la-chimie>



conseil de métropole du 23 juin 2025

Il y a urgence pour l'emploi dans la vallée de la chimie

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 23 juin 2025

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

nous soutiendrons cette subvention [1] de 16 000€ pour les 16 000 salariés de la vallée de la chimie, un montant anecdotique pour l'économie de la vallée mais qui peut être utile au dialogue des acteurs économiques autour du développement durable.

Cela dit, la délibération se situe dans les objectifs du projet Vallée de la Chimie 2030, et compte tenu de l'actualité économique et sociale de la vallée, c'est l'occasion de renouveler les alertes que vous connaissez bien madame la vice-présidente.

Car affirmer que la Métropole et les industriels se mobilisent conjointement pour le développement et l'aménagement de la Vallée de la Chimie, et, premier alinéa des objectifs, pour la pérennisation des sites industriels existants, semble déconnecté des réalités de la vallée. De Jtech à Belle Etoile, en passant par Arkema, les mauvaises nouvelles se multiplient et les dirigeants de ces entreprises ne parlent pas de pérennisation, mais d'accompagnement des fermetures ou restructurations.

Cela n'est certes pas un problème local. Il y a peu, la CGT alertait nationalement sur les 400 sites touchés par des suppressions d'emplois, affirmant « Derrière la façade des discours gouvernementaux, c'est une casse sociale et industrielle de grande ampleur qui se poursuit ». Le syndicat évalue à 88 000 emplois directs et 300 000 emplois menacés, à comparer avec l'annonce médiatique de Choose France avec ses milliards et un potentiel de... 13 000 emplois. Le compte n'y est pas.

Les grèves se multiplient, les tentatives des salariés de peser sur les décisions aussi, et de nombreuses coopératives ouvrières se créent, comme Duralex, des fermetures sont annulées comme à Lubrizol. Mais nous n'avons pas d'illusions, c'est toujours une bataille difficile, le patronat qui a le plus souvent abandonné depuis longtemps son rôle d'entrepreneur au profit de spéculateur ne laisse jamais tranquillement les travailleurs prendre en main eux-mêmes leur site.

Nous soutenons la demande des salariés de Jtech à l'état de bloquer le PSE, les délocalisations en Tchéquie ou au Maroc et de décider que les systèmes de directions des voitures Renault et Stellantis vendues en France doivent être fabriqués en France.

La CGT fait 16 propositions dont beaucoup concernent l'état, comme un moratoire sur les licenciements, la création d'un index "made in france" pour la politique d'achat des entreprises, ou la nationalisation de l'acier. Mais plusieurs sont en lien avec nos politiques économiques et notamment la création d'un dispositif de gestion de crise. La métropole cherche dans tous les sites menacés le lien avec les décideurs économiques et avec les salariés, mais nous pourrions pousser à construire localement un tel dispositif avec nos partenaires, en donnant toute leurs places aux syndicats de salariés.

La CGT propose aussi une réforme des tribunaux de commerce intégrant les représentants des organisations syndicales, et les élus des collectivités territoriales. Nous pourrions prendre une initiative pour le mettre en débat localement avec tous les acteurs.

De même, elle propose un cadre strict de conditionnement des aides publiques. Nous avons déjà un schéma d'achat responsable, peut-être pouvons-nous l'enrichir pour peser sur les approvisionnements de nos fournisseurs, à partir de cette idée d'un "index made in France".

Il y a urgence pour l'emploi dans la vallée de la chimie

Le dialogue avec les entreprises et tous ceux qui les font vivre, des salariés aux dirigeants est évidemment essentiel mais il y a urgence.

[1] à l'association pour le développement durable de la Vallée de la Chimie (ADDVC)